

Le combat ne se joue pas dans les urnes mais dans la rue !

Depuis quelques mois le cirque électoral étend sa morgue. Médias et politiques s'agitent pour faire de l'élection un enjeu central. On nous exhorte à nous identifier aux préoccupations du pouvoir, d'en accepter la langue de bois et l'agenda. Tout cela révèle ce que les élections n'ont jamais cessées d'être : un moment synonyme de passivité où le goût pour la délégation et la résignation est stimulé. Nous devrions, chagrins ou enthousiastes, confondre nos intérêts avec ceux de l'ordre établi et éprouver de l'empathie pour des représentant-e-s qui se disputent un supplément de part de richesse et de pouvoir. Certain-e-s poussant même le grotesque jusqu'à s'autoproclamer "*anti-systèmes*" alors qu'ils ou elles en sont simplement les enfants béni-e-s.

Et les élections promettent encore de nous jouer de sales tours. A l'heure où nous écrivons, nous ne connaissons pas les gagnants du premier scrutin, mais on sent déjà poindre un chantage, dans l'hypothèse où le FN se maintiendrait au second tour. Dans ce scénario manichéen, que tous les plébiscitaires, sociologues, expert-e-s nous vendent déjà à grands renforts de publicité et de communication, se dessine l'union sacrée contre l'abjection "fasciste", et cela pour ratisser large de la droite à la gauche en passant par le centre, l'extrême-gauche et pourquoi pas les libertaires. La pression et ses divers effets de sidération se prolongeront même très probablement dans la période de l'entre deux tours.

Pourtant, quelque soit « l'heureux élu », nous savons déjà ce qui, avec quelques différences anecdotiques, nous attend : le renforcement de la précarisation de nos conditions de survie sur tous les fronts, une chasse accrue aux boucs émissaires, aux chômeurs et chômeuses, un accroissement de l'arsenal répressif avec entre autres la construction de prisons ou l'extension de la légitime défense pour les flics qui n'est rien d'autre qu'un permis de tuer.

Accepter les termes et les enjeux électoraux c'est se soumettre à l'état et la marche actuelle de ce monde de domination et d'exploitation. C'est considérer comme crédibles les partenaires qui cogèrent depuis des lustres le système. Il devient en effet de plus en plus évident que dans ce jeu de dupes, le FN, aussi détestable soit-il, sert de variable d'ajustement politique y compris à titre de repoussoir et tous les pouvoirs en jouent. Pourtant, s'il est difficile d'envisager une élection effective de celui-ci aux présidentielles, tant le potentiel de votes contre lui est important, il semble qu'il est bel et bien intégré dans l'imaginaire et le jeu politique. Que ce soit en jouant sur la peur, l'adoption de mesures sécuritaires, de la loi travail, la corruption des gouvernant-e-s entraînent un cynisme ambiant. Tout cela permet logiquement à l'extrême droite de prospérer et pourrait lui permettre sous peu d'accéder au pouvoir.

Si nous ne goûtons pas aux culpabilisants, pas plus que nous ne goûtons d'ailleurs au masochisme politique, qui nous intiment d'offrir nos voix à ceux et celles qui n'ont eu de cesse de faire passer des lois qui nous foutent chaque jour davantage la gueule sous l'eau et de répondre aux délires sécuritaires et racistes du Front, nous avons en revanche de la mémoire. Après l'élection présidentielle de 2002, contre son concurrent de l'époque J-M Le Pen, le vote "Chirac" réunissant, en front républicain droite, centre et gauche réunis, a largement gagné l'élection en agitant l'épouvantail "fasciste". Pour autant loin de stopper les politiques qu'il prétendait combattre le pouvoir chiraquien a poursuivi les campagnes de stigmatisation des immigré-e-s et des classes dangereuses, drapé dans la légitimité plébiscitaire que le scrutin lui avait offert. L'élection de Sarkozy à sa suite a renforcé la promotion et le développement d'idées et pratiques réactionnaires contre les luttes, les étrangers, les migrant-e-s, les rebel-le-s, les rohms, les « racailles » comme il les nommait.

Puis l'alternance politique à la faveur de la gauche n'aura pas non plus été en reste en matière de pulsion d'ordre et d'autorité. Elle a enfanté l'Etat d'urgence qu'elle a prolongé tranquillement à plusieurs reprises. Installé en mode de gouvernement normal, l'Etat d'urgence risque de se maintenir et même d'être à nouveau acté en juillet 2017. Il devient de fait permanent car les mesures répressives sont désormais solidement enkystées. Invariablement, droite et gauche et dans un style confondant s'évertuent à mettre à bas les tentatives d'oppo-

sition contre le Capital et la domination. Le FN ne s'est donc pas renforcé seul ou accidentellement. Il participe non seulement aux appétits sécuritaires, étatistes et d'encadrement de l'ordre existant, mais il est aussi un produit de l'état actuel de ce monde et de celles et ceux qui s'en attribuent la gestion successive. Par conséquent, et quelque soit le scénario électoral de l'entre deux tours et ou les ré-ajustements politiques de circonstance, la rigueur libérale , économique, politique et sociale se renforcera adossé à un pouvoir d'Etat fort.

Quant aux alternatives, tant dans leurs versions chauvines qu'à la gauche de la gauche, quand ce ne sont pas les deux réunies, il est frappant d'observer comment en Europe et ailleurs, lorsqu'elles elles sont au pouvoir, le rapport de force capitaliste, l'Etat et l'ordre se portent comme des charmes. Les exemples ne manquent pas, en Grèce comme en Espagne, non loin d'ici, Podemos et Syriza s'alignent sur les politiques d'austérité de la troika européenne, vident les squats et emprisonnent leurs opposant-e-s, prolongent la rigueur et l'agonie populaire. Cela ne nous étonne pas. Ce n'est pas un malheureux concours de circonstances mais plutôt l'expression de pouvoirs qui, par essence, ne révolutionnent rien et participent activement à la reproduction du système.

C'est pourquoi, lors de cet entre tours et qu'importe le scénario, nous ne rallieront ni un éventuel front républicain, ni un quelconque cartel de gauche, ni un conglomérat d'organisations réformistes. Nous ne ferons pas non plus les petites mains ni le coup de poing pour d'autres au nom du "*Tout sauf Le Pen*", mais combattons le pouvoir d'où qu'il vienne. Il y a des manifestations spontanées qui, quand elle ne courent après aucuns pouvoirs, nous semblent beaucoup plus porteuses d'émancipation. De plus et sans médiations ces dynamiques arrivent à passer à l'offensive. Ainsi, à Caen , en 2007 une manifestation spontanée qui s'était dirigée vers le local UMP, tourna rapidement à l'émeute, exprimant à sa manière un accueil au pouvoir sarkozyste, nouvellement élu. Le lendemain, le local de UMP était incendié.

Mais quelque soit les résultats électoraux, nous n'aurons le choix que de lutter, notamment contre cette farce électorale et le monde qui l'a créé. Et nous ne risquons rien a priori à le tenter. Parce que nous ne perdons pas de vue que combattre l'extrême-droite ne peut se faire que simultanément avec la lutte contre l'Etat, l'exploitation capitaliste, le patriarcat, le racisme et toutes leurs nuisances. Parce que nous ne souhaitons nous enfermer dans aucunes catégories, ni aucun pouvoir ni aucune organisation, nous appelons à un assemblée de lutte contre cette mascarade électorale et les mauvais coups qui ne manqueront pas de suivre, et invitons chacun, chacune à y participer.

Assemblée autonome, avril 2017,
assembleeautonome.caen@riseup.net

Ó

RDV dès lundi 24 avril, à 18h, à l'arrêt de tram Université (Campus 1).

Assemblée de lutte contre la mascarade électorale et ses suites

Lundi 1er mai : Cortège contre la mascarade électorale et ses suites.

10h30 place St-Pierre.

15h00 : Discussion autour des élections, de la situation sociale et des suites.

(Précédée d'une cantine)

A la pétroleuse, 163 cours Caffarelli